



à propos... la lettre d'information de Bernard Poignant

Mon 10 mai

Bernard Poignant
est maire de Quimper
depuis mars 2008.
Il préside également
la communauté
d'agglomération
de Quimper et le
Pays de Cornouaille.
Son engagement
européen l'a incité
à intégrer le Mouvement
Européen-France ;
il a été désigné
membre du bureau.

Trente ans déjà. C'était hier pour celles et ceux qui ont vécu cette journée historique. C'est déjà loin pour la génération adolescente actuelle. Qui se souvient du programme commun de la Gauche ? Robert Fabre pour les Radicaux de Gauche a sombré dans l'oubli. Georges Marchais pour le Parti Communiste figure toujours sur You Tube mais pour amuser la galerie. Seul subsiste François Mitterrand, le premier et actuellement seul socialiste à avoir gagné une élection présidentielle, mieux à avoir été réélu, encore mieux à présider pendant quatorze ans.

De Gaulle n'a été élu qu'une seule fois en 1965 et est resté onze ans à l'Elysée. Jacques Chirac a gagné deux fois et présidé douze ans. Bref, Mitterrand a battu tous les records même si le but du 10 mai n'était pas celui-là.

Premier secrétaire de la Fédération du Finistère du Parti Socialiste à l'époque, j'étais son délégué officiel.

A ce titre je le représentais dans les commissions de préparation de l'élection. Pourtant ce n'était pas le candidat qui avait ma préférence. Je pensais Michel Rocard mieux à même de battre Giscard d'Estaing. Son "parler vrai" me convenait. Son réalisme économique séduisait mon réformisme.

Les sondages sans doute m'influençaient. Quand François Mitterrand annonce le 9 novembre 1980 au Comité Directeur du PS qu'il dépose sa candidature, il est crédité par l'IFOP de 40% des suffrages au second tour contre 60% à Giscard. Depuis, je suis guéri de cette pathologie sondagière qui atteint toujours de nombreux socialistes. Il n'y a aucune posologie pour en guérir, sauf sa lucidité et un brin de mémoire historique.

Ce choix n'a pas empêché une campagne extraordinairement enthousiaste. Mitterrandistes et Rocardiens ne ménagent pas leur peine. Les uns et les autres n'ont aucune certitude de gagner. Mais l'ardeur n'est pas atteinte. Il n'y a chez les uns et les autres aucune gourmandise du pouvoir : nous avons tellement l'habitude de perdre ! Il y a un désintéressement total qui nourrit un militantisme actif. Il n'y a aucune difficulté à trouver des mains pour distribuer des tracts car on ne paie pas de sociétés pour cela, ou des bras pour coller des affiches car à l'époque on en colle un peu partout, l'environnement le tolère sans problème.



Le 9 avril 1981, François Mitterrand effectue son seul et unique grand meeting à Brest dans le Finistère. C'est le projet de centrale nucléaire à Plogoff qui est dans tous les esprits. Que va-t-il dire aux milliers de Bretons présents ? Rien ne filtre de ses intentions. Au dîner qui a précédé j'ai réuni Jean-Marie Kerloch, le maire de la commune, un ancien de la Marine nationale et Paul Quilès, ingénieur de l'école Polytechnique et chargé des questions de l'énergie auprès du candidat. Le dialogue est amical mais marqué d'une certaine surdité de part et d'autre. L'ingénieur évoque l'importance des projets nucléaires pour la France après la double crise pétrolière de 1973 et 1979. Le maire répond qu'il comprend bien, qu'il approuve même, mais qu'il ne veut pas de ça à Plogoff. Paul Quilès est chargé d'évoquer cette question dans la voiture qui conduit François Mitterrand au lieu du meeting. Le candidat sera accueilli par des banderoles "Non à Plogoff". Il ne tergiversera pas et abordera d'entrée le sujet par cette phrase : "Plogoff ne fera pas partie de mon programme nucléaire". Tonnerre d'applaudissements, mais ils allaient à l'abandon de Plogoff en oubliant qu'ils acceptaient le programme nucléaire. C'est ce que l'on appelle une phrase de chef d'Etat : concilier les contraires sans mentir mais c'est aux citoyens à bien écouter : chapeau l'artiste !

Malgré cela, la direction de la campagne n'est pas tranquille. Et si François Mitterrand ne figurait pas au second tour ? On avait déjà connu cela en 1969 pour la Gauche et en 1981 les Communistes tapaient fort sur le candidat socialiste. Je recevais des appels quotidiens transmettant cette inquiétude.

Elle me troublait même si je sentais que c'était une façon de nous dire de ne pas ralentir l'effort. Le résultat est tombé avec un premier tour prometteur pour le second. François Mitterrand a réuni ses délégués le mardi suivant ce premier dimanche. Il était confiant puisqu'il nous a dit qu'il ne nous verrait plus dans cette formation et dans ces conditions. De toute façon il avait déjà passé le flambeau à Lionel Jospin.

Vint alors le 10 mai. La victoire comme un soulagement et un espoir. Les rues envahies et les klaxons actionnés. La pluie qui se met à tomber et les électeurs qui se mettent à scander : "Mitterrand, du beau temps". Déjà un risque de déception pour une promesse inatteignable.

Je dois me rendre à la Préfecture du Finistère comme délégué du candidat pas encore officiellement Président. J'ai appris à connaître ce lieu que je ne fréquentais pas à cette époque.

Les Préfets étaient comme les députés et les ministres : ils étaient la majorité et nous étions l'opposition, sans que cet ordre puisse changer. L'alternance a quand même remis les fonctions à leur place. Je suis accueilli par le Directeur de cabinet du Préfet, énarque frais émoulu de son école. Pas de félicitations, ni de mot d'accueil, mais une question existentielle : "Est-ce vrai que vous allez supprimer les Préfets ?". J'ai répondu oui même si le temps m'a donné tort et j'ai vu sur son visage se dissoudre ses perspectives de carrière préfectorale. Il s'en est bien remis depuis.



Les élections législatives ont suivi dans la foulée après dissolution de l'Assemblée Nationale. Le Parti Socialiste enlève six circonscriptions sur huit, dont celle de Quimper avec moi-même. Je n'avais rien prévu de tout cela et ai dû décommander mes vacances en Auvergne et récupérer mes arrhes auprès du Village Vacances Familles retenu. Le reste a suivi.

Quelques années plus tard, François Mitterrand me reçoit à l'Elysée début 1994. Je suis devenu Président de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains et je viens lui en parler en même temps que l'inviter à Quimper. Michel Rocard depuis quelques mois est devenu Premier Secrétaire du Parti Socialiste. Visiblement il ne l'aime pas à ce poste et me le fait savoir. Il pense quand même qu'il sera notre prochain candidat. Il fait devant moi ce pronostic et je reproduis ses propos : "Il fera 23.5% des voix au premier tour comme n'importe quel socialiste et 47.5% au second. Vous savez, c'est dur, très dur les 2.5% qui manquent !". Sous-entendu, j'ai été le seul à les faire.

Le même défi se pose en 2012, même si les termes sont différents et le contexte nouveau. Il faut bien réfléchir avant de choisir et ne pas se laisser impressionner par la mode ni emballer par l'air du temps.